

Avis voté en plénière du 14 décembre 2016

La construction d'une Europe dotée d'un socle des droits sociaux

Déclaration du groupe CFDT

Cet avis se situe au croisement d'enjeux considérables.

Aujourd'hui, la croissance européenne manque de vigueur, faute de trouver les relais pour construire une économie durable, inclusive et de qualité ; le sous-emploi persiste ; des tensions géopolitiques s'accroissent aux frontières de l'Union ; elle ne fait pas face aux flux migratoires dans le respect de ses valeurs ; le Brexit est en marche ; le pacte de stabilité et de croissance n'a pas permis d'éviter les crises de la dette ; les divergences économiques nourrissent la montée d'inégalités.

Dès lors, nourri dangereusement par des illusions de solutions simplistes ou nationalistes, l'euroscepticisme gagne du terrain et remet en cause la pérennité du projet européen.

Pourtant, cinquante ans de construction européenne ont permis d'asseoir la démocratie, la paix, le progrès social et une forme de régulation économique. Depuis 2008, la zone euro a été capable d'évolutions de sa gouvernance, de régulations financières plus solides, de mécanismes de réaction aux difficultés, d'ébauche de stratégies d'investissements. Des solutions sont donc possibles.

Cependant, ces avancées réelles sont insuffisantes. La situation exige une nouvelle étape avec des politiques concertées et ambitieuses en matière économique, fiscale et sociale, avec un approfondissement des coopérations, de la solidarité, de la mutualisation, de la démocratie et de la citoyenneté européenne.

Avec d'autres, la CFDT appelle une Union Européenne qui pense son avenir, son développement, ses relations extérieures. Car de nombreux défis économiques, sociaux, environnementaux ne peuvent trouver de solutions efficaces qu'à l'échelle européenne.

C'est pourquoi la CFDT juge opportune l'ouverture, par la Commission européenne, d'une perspective pour « la construction d'une Europe dotée d'un socle de droits sociaux ».

Nous l'affirmons avec la Confédération européenne des syndicats :

- « L'Europe doit relancer et renforcer son modèle social », ce n'est pas faire obstacle à la compétitivité et à la croissance économique, au contraire. Travailleurs et citoyens ont besoin de mesures qui améliorent leurs conditions de vie et de travail ;
- des outils doivent être créés au niveau de l'Union européenne ou de l'Union monétaire pour soutenir la protection sociale et faire face aux chocs économiques et sociaux, tels un régime supplémentaire d'allocations de chômage ou des garanties pour la jeunesse.

L'avis pointe la nécessaire effectivité et portabilité des droits. Il propose des chantiers précis de convergence ascendante, sans dumping social, pour l'emploi, la sécurisation des parcours professionnels, l'égalité professionnelle, un revenu décent, une protection sociale de qualité, une attention renforcée aux personnes défavorisées et vulnérables.

Il constituera une contribution utile à la réponse du gouvernement français et à l'éclairage du débat public sur l'Europe. La CFDT a voté l'avis.